

## REPONSES AUX 15 PROPOSITIONS POUR S'ENGAGER

### *Prenons le parti de la solidarité*

1.

#### **Je m'engage**

La lutte contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux, et pour une plus grande justice fiscale a toujours été au cœur de mon action de députée.

En juillet 2009, après 1 an de travail j'ai publié un rapport sur la lutte contre les paradis fiscaux. Depuis, la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale que je préside depuis 2012 a adopté de nombreux rapports sur la lutte contre les paradis fiscaux.

Rapport de la commission des Affaires étrangères « *Lutte contre les paradis fiscaux : si l'on passait des paroles aux actes* » : <http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i1423.asp>

2.

#### **Je m'engage**

Des impôts plus justes doivent être une priorité des politiques publiques françaises ! Au niveau européen, il faut mettre en place sans tarder une harmonisation fiscale et sociale afin d'éviter la concurrence déloyale par le dumping fiscal et social.

3.

#### **Je m'engage**

Je me suis engagée, dès cette législature, à rénover la politique française de développement, en votant notamment la loi du 7 juillet 2014 d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale.

Cette loi a par ailleurs reconnu pour la première fois le rôle fondamental de la société civile dans la politique de développement. Le budget de l'aide publique au développement a été augmenté au cours de cette législature dans un contexte difficile pour nos finances publiques.

Dans le budget 2016, l'Assemblée nationale a stabilisé la trajectoire de l'aide au développement, puis a entamé une augmentation de celle-ci grâce à plusieurs amendements proposés par les députés socialistes de la Commission des Affaires étrangères et votés pour la loi de finances 2017, marquant ainsi une hausse de 4% des crédits de la mission d'aide publique au développement, ce qui représente une augmentation de près de 100 millions d'euros, complété par une hausse des ressources extrabudgétaires de 270 millions d'euros.

En 2012 nous – députés socialistes - avons mis en place la taxe sur les transactions financières. La France est le seul pays à consacrer une part du produit au développement. Aujourd'hui elle rapporte 1,1 milliard d'euros, dont la moitié de cette taxe pour le

développement. Les crédits budgétaires de cette taxe ont augmenté de 40 millions en 2017 par rapport à 2012.

4.

#### **Je m'engage**

La finance doit être au service de l'économie réelle. Un amendement déposé par les députés socialistes de la Commission des affaires étrangères que je préside, et accepté par le gouvernement, a porté le taux de la taxe sur les transactions financières de 0,2 à 0,3% et prévoit l'élargissement, à partir de 2018, de son assiette aux opérations intra-journalières témoigne de cette volonté. Il faudra poursuivre et amplifier.

5.

#### **Je m'engage**

La nouvelle orientation de l'aide publique au développement menée par l'AFD sous l'actuelle législature a permis de flécher en priorité les interventions de l'AFD sur 16 pays prioritaires tous situés en Afrique, afin de contribuer efficacement à la réduction de la pauvreté et des inégalités. Par ailleurs, la loi de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale de 2014 reconnaît l'importance croissante de la société civile dans la politique de développement de la France.

Rapport de la commission des Affaires étrangères « *les acteurs bilatéraux et multilatéraux de l'aide au développement* » : <http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i4524.asp>

6.

#### **Je m'engage**

Nous avons adopté sous cette législature des mesures encourageant la production d'énergie renouvelable, qui est passée à 23% de notre mix énergétique en 2015, avec 1000 MW de nouvelles capacités éoliennes et 900 MW de nouvelles capacités solaires. Nous avons aussi créé la contribution « climat énergie » sur les émissions carbone des énergies fossiles. Il faut continuer à soutenir cette évolution vers la transition énergétique. Mais toute transition de production et consommation d'énergie doit être accompagnée de formations pour les personnes dont les emplois disparaîtront.

7.

#### **Je m'engage**

Toute production d'agrocarburant doit être encadrée afin de protéger l'environnement, la biodiversité, et les communautés impliquées, y compris par la priorité à la production alimentaire. La directive européenne 2015/1513 fixe de nouvelles règles en matière de production et consommation d'agrocarburants en limitant à 7% la consommation finale totale dans les énergies de transport dans les Etats membres d'ici 2020.

8.

#### **Je m'engage**

Nous ne pourrons pas compter sur les États-Unis de Donald Trump dans la lutte contre le changement climatique. Il revient à la France et à l'Europe de prendre la tête du mouvement mondial pour atténuer les effets du changement climatique et de nous montrer solidaires des pays en développement.

A la suite de la conférence de Copenhague, un plan d'engagement important a été mis en place au niveau mondial afin d'encourager les dons pour les financements climats des pays en voie de développement, qui atteignent depuis 2012, 100 milliards d'euros par an au niveau mondial. La COP21 était allée encore plus loin en sanctuarisant ce montant comme un montant « plancher ». La COP22 de 2016 avait poursuivi les objectifs ambitieux de Paris, en anticipant la date de ratification des accords de Paris, et en fléchissant 81 milliards de dollars pour le Fonds d'adaptation ! La France, via les nouvelles orientations de la politique d'aide au développement, doit continuer à s'engager dans cette voie.

9.

### **Je m'engage**

La sécurité alimentaire est primordiale et les politiques publiques doivent contribuer à son amélioration, particulièrement dans les régions les plus fragiles du monde. L'accaparement de terres, notamment en Afrique, où des millions de personnes et leurs moyens de subsistance sont menacés.

10.

### **Je m'engage**

L'agroécologie ne peut être que paysanne et il sera important de continuer à soutenir ces programmes en France, en Europe et en Afrique.

11.

### **Je m'engage**

La dignité humaine et la protection des demandeurs d'asile doivent être une priorité politique. Il faut un droit d'asile commun dans toute l'Union européenne, dans lequel les droits de tous les migrants sont respectés. Les accords de Dublin doivent être remplacés par un système plus équitable et solidaire.

Parallèlement, nous devons développer des routes légales d'échanges des personnes, notamment avec l'Afrique, afin de permettre une mobilité aller-retour.

12.

### **Je m'engage**

La politique d'accueil et d'asile de la France ne peut se définir de manière indépendante de l'Europe. Cet exercice doit se faire de manière courageuse et volontaire au niveau de l'Union européenne, et la France doit être motrice sur ce sujet. En Turquie comme dans les autres pays de transit des migrants, le droit international humanitaire doit impérativement être respecté.

Rapport de la commission des Affaires étrangères « *la situation migratoire en Europe* » : <http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i4551.asp>

13.

**Je m'engage**

Dans notre modèle productif nous devons continuer à veiller au respect du droit environnemental comme un des droits humains. En ce sens, au cours de mon mandat j'ai défendu une simplification du droit de l'environnement pour qu'il soit plus accessible aux citoyens.

14.

**Je m'engage**

Des conditions de travail humaines et une rémunération digne sont le seul moyen de créer un développement durable et équitable, y compris dans les filières alimentaires mondiales.

Avec l'Afrique en particulier, l'Europe doit développer un partenariat d'égal à égal, afin de permettre un développement durable, l'accès à l'emploi et le droit à l'éducation. Le destin de l'Europe et de l'Afrique sont liés.

15.

**Je m'engage**

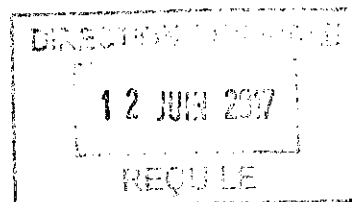
Oui !

Je préside la Fondation Anna Lindh pour le dialogue des cultures euro-méditerranéennes, qui regroupe 5000 ONG de 42 pays d'Europe et du Sud de la Méditerranée. La Fondation se concentre en priorité sur des initiatives en faveur des jeunes et des femmes. La valorisation des femmes est un sujet essentiel pour l'équilibre de nos sociétés. Dans nos programmes, 70% des bénéficiaires sont des femmes. Parmi ces associations, 796 se consacrent aux questions de genre.

COMMISSION DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
*La Présidente*

Paris, le 7 juin 2017

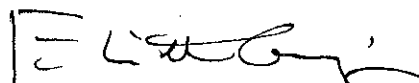
EG/MB-81B



Madame la Présidente,

Veillez trouver sous ce pli mes réponses aux quinze engagements que vous portez dans le cadre de la campagne *Prenons le parti de la Solidarité*. J'approuve bien sûr vos propositions, et ce d'autant plus que la commission des Affaires étrangères, que je préside, a beaucoup travaillé et formulé de nombreuses propositions sur ces sujets.

Je vous remercie encore pour vos engagements et pour votre sollicitation et vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes salutations distinguées.



---

Elisabeth GUIGOU  
*Députée de la Seine-Saint-Denis*  
*Présidente de la commission des Affaires étrangères*

Madame Sylvie Bukhari de Pontual  
*Présidente*  
CCFD-Terre solidaire  
4, rue Jean Lantier  
75001 Paris